

4^e trimestre 2023 : en Bretagne, l'emploi augmente plus qu'ailleurs et le taux de chômage reste bas

Insee Conjoncture Bretagne • n° 48 • Mars 2024

Au 4^e trimestre 2023, la Bretagne se place au 1^{er} rang des régions métropolitaines les plus dynamiques en termes de créations nettes d'emplois salariés. Le secteur tertiaire non marchand contribue fortement à cette hausse, alors que l'emploi salarié ralentit dans le secteur tertiaire marchand. Le taux de chômage reste bas dans la région (6,1 % de la population active), bien qu'étant en légère augmentation sur un an, et le nombre de demandeurs d'emploi sans activité est quasi stable.

En revanche, l'emploi intérimaire poursuit son reflux au 4^e trimestre 2023. Le nombre de créations d'entreprises augmente, principalement du fait d'une progression des immatriculations d'entreprises classiques (sociétés et entreprises individuelles), mais les défaillances restent orientées à la hausse. Les mises en chantier de logements neufs continuent de diminuer, même si les projets de construction repartent à la hausse. Enfin, le nombre d'allocataires du RSA augmente tandis que celui des foyers allocataires de la prime d'activité diminue légèrement.

L'emploi salarié continue à progresser

La Bretagne est la région métropolitaine qui présente la plus forte hausse de l'emploi salarié, tant en évolution trimestrielle qu'en évolution annuelle.

Ainsi, entre fin septembre et fin décembre 2023, l'**emploi salarié total** progresse de 0,3 % en Bretagne (+3 900 créations nettes d'emploi), alors qu'en France hors Mayotte, il est stable ► **figure 1**. Dans la région, l'emploi augmente de 0,8 % dans le secteur public (+2 400) et de 0,2 % dans le secteur privé (+1 500).

De même, en un an, la croissance de l'emploi total s'élève à 1,2 % (soit 16 300 emplois supplémentaires), deux fois plus qu'au niveau national (+0,6 %). L'activité dans la région est également en hausse. Mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs (hors chômage partiel), elle progresse de 1,0 % par rapport au 4^e trimestre 2022 (+0,9 % en France hors Mayotte).

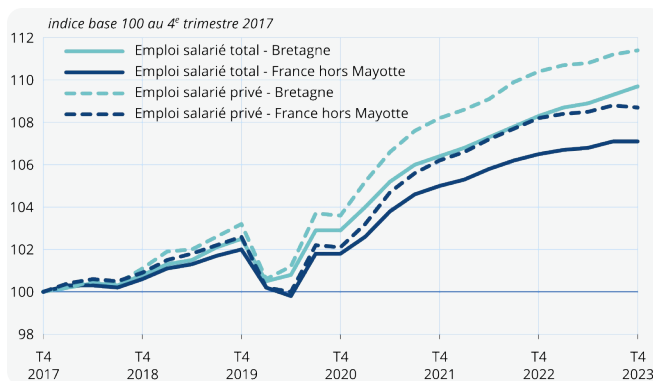
Le nombre d'intérimaires poursuit son reflux

Au 4^e trimestre 2023, l'**emploi intérimaire** recule de 2,0 % en Bretagne (-900 emplois), après avoir diminué de 2,9 % au 3^e trimestre ► **figure 2**. En un an, il baisse de 6,0 % (-2 800 emplois). En France, la contraction de l'emploi intérimaire depuis le début de l'année se poursuit (-1,7 % au 4^e trimestre), portant la baisse à 6,6 % sur douze mois.

Ventilé par secteur utilisateur, l'emploi intérimaire diminue pour le quatrième trimestre consécutif dans l'industrie bretonne : il recule de 3,5 % entre fin septembre et fin décembre 2023 (-800 emplois dont -400 dans l'agroalimentaire), après avoir diminué de 3,9 % au 3^e trimestre 2023. Dans le secteur tertiaire marchand, l'emploi intérimaire se replie de nouveau (-0,9 % après -1,8 % au 3^e trimestre 2023). Il repart légèrement à la hausse dans la construction au 4^e trimestre 2023 (+0,3 %).

En un an, l'emploi intérimaire en Bretagne recule dans l'ensemble des grands secteurs : de 7,0 % dans l'industrie, de 5,6 % dans le tertiaire marchand et de 3,2 % dans la construction. En France, l'évolution sectorielle est similaire : -8,6 % dans l'industrie, -6,8 % dans le tertiaire marchand et -2,8 % dans la construction.

► 1. Évolution de l'emploi salarié

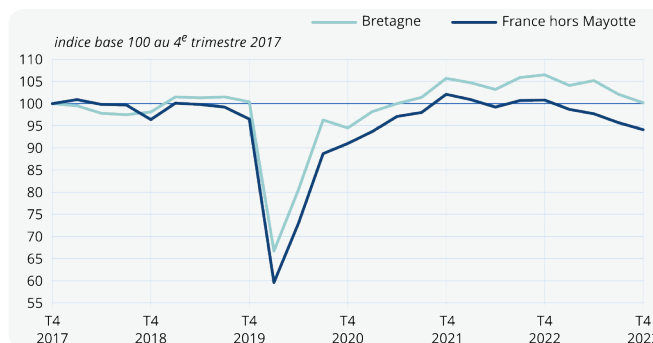


Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi ralentit dans le tertiaire marchand mais accélère dans le non marchand

Entre fin septembre et fin décembre 2023, l'emploi salarié dans le **tertiaire marchand hors intérim** ralentit en Bretagne (+0,2 % soit 800 emplois supplémentaires, après +0,8 % au 3^e trimestre) ► **figure 3**. En un an, il augmente de 1,7 %. La hausse de l'emploi dans ce secteur est supérieure à celle observée au niveau national (-0,1 % en trois mois, +0,8 % en un an). Parallèlement, l'évolution annuelle des heures rémunérées dans le secteur tertiaire marchand hors intérim augmente de 1,4 % dans la région.

Au 4^e trimestre 2023, dans le **commerce**, qui représente plus de trois emplois du tertiaire marchand hors intérim sur dix en Bretagne, l'emploi se replie (-0,3 % après +0,8 % au 3^e trimestre). Ce sous-secteur perd 400 emplois sur trois mois mais en gagne 1 300 sur un an (+0,8 %). Dans celui des **services aux entreprises hors intérim**, qui représente 20 % des emplois du tertiaire marchand hors intérim, l'emploi ralentit légèrement (+0,5 % après +0,7 % au 3^e trimestre). La hausse s'établit à 600 emplois supplémentaires sur trois mois et 3 000 sur douze mois. L'emploi dans l'**hébergement-restauration** baisse légèrement (-0,2 %), tandis que dans le **transport et entreposage**, il est quasi stable (-0,1 %). Sur un an, ces deux sous-secteurs gagnent des emplois : 1 200 pour l'hébergement-restauration (+2,2 %) et 300 pour le transport et entreposage (+0,6 %). L'emploi dans les **services aux ménages** progresse de 0,6 % au 4^e trimestre (+400 emplois), ce qui porte la hausse à 2,4 % sur douze mois (+1 400). Au 4^e trimestre 2023, l'emploi augmente de 0,9 % dans l'**information et communication** et de 0,6 % dans les **activités financières et d'assurance**. En un an, ces deux sous-secteurs gagnent chacun 1 100 emplois. Le sous-secteur des **activités immobilières** présente la plus forte baisse sur le trimestre (-1,0 %) et il est le seul à perdre des emplois sur un an dans le tertiaire marchand hors intérim (-100). L'activité est en baisse de 1,6 % par rapport au 4^e trimestre 2022, en lien avec la chute des transactions immobilières.

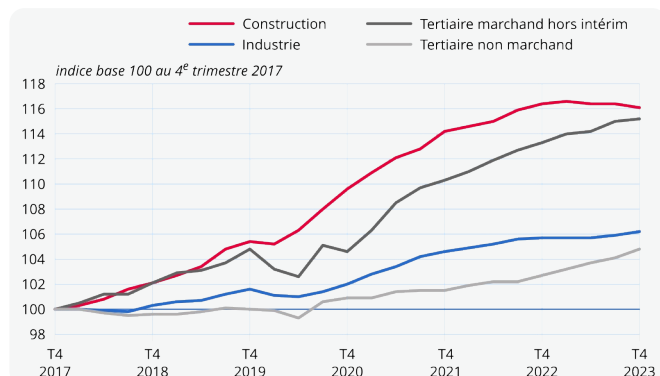
Au 4^e trimestre 2023, le secteur **tertiaire non marchand**¹ se renforce, avec 3 100 emplois créés en Bretagne (+0,7 %, après +0,4 % au 3^e trimestre) dont 1 000 dans la santé (+1,1 %) et 1 000 également dans l'administration publique (+0,7 %). En un an, il

1 - Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

Avertissement sur les heures rémunérées

Pour les mois de décembre 2023 et janvier 2024, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au même mois de l'année précédente, en forte augmentation en décembre 2023 et en forte baisse en janvier 2024. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or, le positionnement atypique des vacances scolaires a entraîné, par rapport à l'année précédente, moins de congés en décembre 2023 et davantage en janvier 2024.

► 3. Évolution de l'emploi salarié par secteur - Bretagne



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total hors intérim.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

progresse de 2,1 % (+9 100). Au niveau national, l'emploi salarié dans le tertiaire non marchand augmente de 0,4 % au 4^e trimestre 2023 et de 0,9 % en un an.

Toujours en légère hausse dans l'industrie, l'emploi diminue dans la construction

Entre fin septembre et fin décembre 2023, l'emploi salarié dans l'**industrie** bretonne progresse de 0,3 % (soit 500 emplois supplémentaires), comme en France. En un an, la hausse de l'emploi industriel est cependant moins élevée dans la région (+0,4 %) qu'au niveau national (+1,1 %).

Dans l'**industrie agroalimentaire**, qui représente plus de quatre emplois industriels sur dix en Bretagne, l'emploi est quasi stable au 4^e trimestre 2023 (+0,1 %). Par rapport au même trimestre en 2022, l'activité est en retrait dans ce sous-secteur, avec une diminution de 2,0 % du nombre d'heures rémunérées ; l'emploi y est également en recul de 0,5 % (-400 emplois), dans un contexte national de hausse (+0,8 %). Dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines**, l'emploi augmente de 0,9 % au 4^e trimestre 2023 et gagne 600 emplois sur l'année (+3,2 %). Le sous-secteur « **énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage** » est également dynamique : +0,9 % en trois mois et +3,3 % en douze mois. Au 4^e trimestre 2023, l'emploi dans la **fabrication de matériels de transport** continue d'augmenter : +0,8 % après +0,6 % au 3^e trimestre 2023. Il dépasse son niveau d'un an auparavant de 1,9 %. Dans la **fabrication des autres produits industriels**, l'emploi est quasi stable sur trois mois (+0,1 %) et régresse de 0,2 % sur un an.

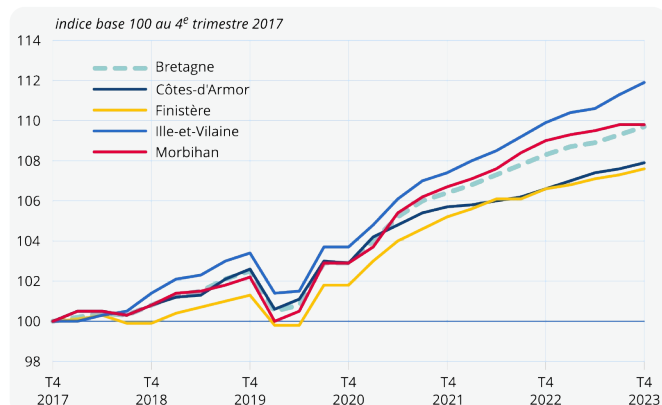
Entre fin septembre et fin décembre 2023, en France, l'emploi dans la **construction** diminue pour le quatrième trimestre consécutif (-0,2 %), portant la baisse à 0,7 % sur douze mois. En Bretagne, il diminue de 0,3 % (soit -200 emplois) sur trois mois comme sur un an. Cependant, l'activité est en hausse par rapport au 4^e trimestre 2022 avec 1,5 % d'heures rémunérées en plus, ce qui s'explique en partie par la participation de dix-sept entreprises bretonnes aux chantiers des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Dans l'**agriculture**, l'emploi salarié accélère au 4^e trimestre dans la région (+1,9 %) et affiche un rebond en France (+0,6 % après -0,8 % au 3^e trimestre). En un an, il reste dynamique en Bretagne (+0,8 %) dans un contexte national en baisse (-0,4 %).

L'emploi progresse quasi uniformément dans chacun des départements bretons

Entre fin septembre et fin décembre 2023, deux tiers des emplois créés le sont en Ile-et-Vilaine (+0,5 %). L'emploi augmente de 0,3 % dans les Côtes-d'Armor et de 0,2 % dans le Finistère. Il est stable dans le Morbihan, marqué par une forte baisse de l'intérim (-5,4 %) ► **figure 4**. En trois mois, le nombre d'emplois supplémentaires s'élève à 2 600 en Ile-et-Vilaine, porté par le tertiaire non marchand (+1 600). Dans les Côtes-d'Armor (+700), la moitié des emplois supplémentaires relèvent également du tertiaire non marchand. La hausse de l'emploi dans le Finistère (+700) est freinée par sa composante intérimaire (-2,2 %) au 4^e trimestre.

► 4. Évolution de l'emploi salarié total par département

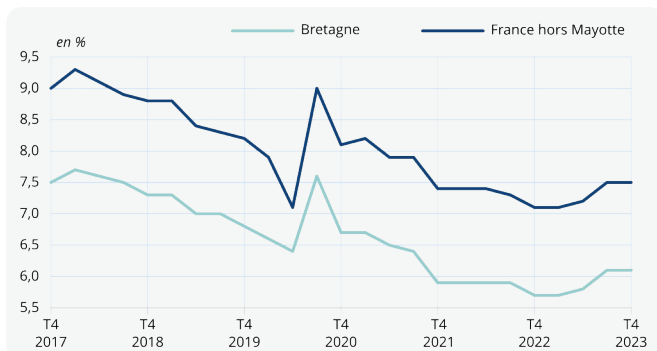


Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 5. Taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

Avertissement sur les DEFM

Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été initiée en avril 2023 dans 18 territoires de France. Elle conduit à enregistrer progressivement à France Travail l'ensemble des BRSA de ces territoires. Fin décembre 2023, cette expérimentation concerne environ 15 200 personnes dont 11 000 sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi. Parmi les 18 territoires concernés, un seul se situe dans la région, en Ile-et-Vilaine.

Des informations complémentaires sont disponibles sur la dernière publication [Dares Indicateurs](#).

Sur l'ensemble de l'année 2023, l'emploi est le plus dynamique en Ile-et-Vilaine (+1,8 %), avec 8 600 emplois supplémentaires. Dans les Côtes-d'Armor, la croissance de l'emploi est la même qu'au niveau régional (+1,2 %, soit +2 500 emplois). Dans le Finistère (+3 100), il augmente de 0,9 %. Le Morbihan affiche une hausse de 0,7 % (+2 000), légèrement supérieure à celle de la France. Dans chacun des départements bretons, le tertiaire non marchand contribue le plus à l'augmentation annuelle de l'emploi. Le nombre d'intérimaires, stable dans les Côtes-d'Armor, baisse dans les trois autres départements.

Le taux de chômage se maintient à un niveau bas

Le taux de chômage en Bretagne s'établit à 6,1 % de la population active au 4^e trimestre 2023 ► [figure 5](#). Il est supérieur de 0,4 point à son niveau bas de fin 2022. Le taux de chômage est stable dans trois départements sur quatre, l'Ile-et-Vilaine affichant une légère augmentation en trois mois (+0,1 point). Il se situe ainsi à 5,9 % en Ile-et-Vilaine, 6,0 % dans le Morbihan, 6,4 % dans le Finistère et les Côtes-d'Armor. En France hors Mayotte, le taux de chômage s'établit à 7,5 % de la population active.

Quasi-stabilité du nombre de demandeurs d'emploi sans activité mais hausse de la demande globale

En Bretagne, le nombre de personnes inscrites à France Travail (ex-Pôle emploi²) sans activité (catégorie A) est quasi stable au

2 - Pôle emploi est devenu France Travail à partir du 1^{er} janvier 2024.

Encadré - Hausse des allocataires du RSA et légère baisse des foyers allocataires de la prime d'activité

Fin décembre 2023, 60 650 personnes sont allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en Bretagne. En trois mois, ce nombre augmente davantage dans la région qu'en France (+2,2 % contre +0,8 %). En un an, dans un contexte de baisse nationale (-2,0 %), le nombre d'allocataires croît légèrement en Bretagne (+0,2 %), en raison d'une forte augmentation en Ile-et-Vilaine (+4,2 %).

Fin décembre 2023, 230 500 foyers sont allocataires de la prime d'activité en Bretagne. Cette prime est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs percevant des revenus modestes. Au 4^e trimestre 2023, le nombre de foyers concernés dans la région diminue de 0,3 % comme en France. Sur un an, la tendance à la baisse est légèrement plus marquée en Bretagne qu'au niveau national (-2,0 % contre -1,6 %).

4^e trimestre 2023 (+0,1 % après +0,6 % au trimestre précédent), alors qu'en France hors Mayotte, il est en légère hausse (+0,2 %). Cependant, en un an, il progresse de 1,1 % dans la région, tandis qu'il recule de 0,6 % au niveau national. Les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) augmentent de 1,4 % au cours du trimestre en Bretagne. Ainsi, la demande d'emploi globale (catégorie A, B ou C) est en hausse de 0,8 % dans la région au 4^e trimestre 2023 pour atteindre 245 000 inscrits à France Travail (+1,0 % au niveau national). Parallèlement, le nombre d'offres d'emplois collectées (17 400) baisse de 5,9 % par rapport au 3^e trimestre 2023 (-5,8 % en France). En un an, la région comptabilise davantage de demandeurs d'emploi (+1,0 %) et moins d'offres (-5,9 %). En France, la tendance est similaire mais dans une moindre mesure : augmentation de 0,3 % des demandeurs d'emploi et diminution de 4,3 % des offres collectées.

En Bretagne, les jeunes sont les plus affectés par cette hausse au 4^e trimestre 2023. Parmi les personnes de moins de 25 ans, le nombre total de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C augmente de 2,6 % ce trimestre et de 5,2 % en un an. Parmi celles de 50 ans ou plus, il progresse de 0,7 % en trois mois (+0,8 % sur un an). Le nombre de personnes âgées de 25 à 49 ans augmente de 0,5 % au 4^e trimestre 2023 (+0,3 % sur douze mois). Par ailleurs, le nombre total d'inscrits en catégorie A, B ou C depuis plus d'un an est de nouveau en hausse (+1,1 % en trois mois) mais reste en légère baisse sur un an (-0,2 %). Les inscrits depuis plus d'un an représentent 44,4 % de l'ensemble des inscrits à France Travail en Bretagne.

Au sein de la région, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A, B ou C) augmente particulièrement en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan au 4^e trimestre 2023 (respectivement +1,0 % et +1,1 %), ainsi qu'en un an (respectivement +2,5 % et +1,0 %). À l'inverse, la demande d'emploi augmente moins fortement dans les deux autres départements en trois mois (+0,5 %) et y présente sur douze mois une quasi-stabilité dans le Finistère (+0,1 %), une stabilité dans les Côtes-d'Armor.

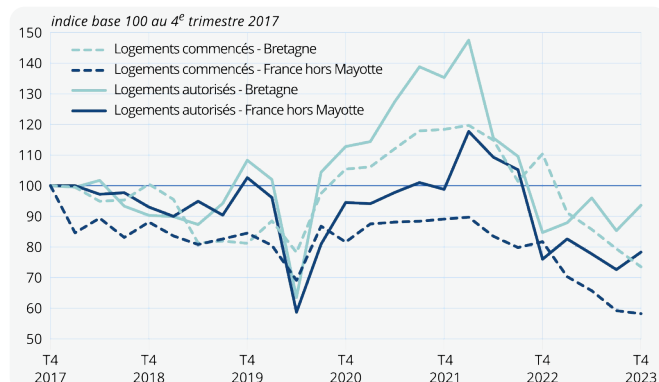
La baisse des mises en chantier de logements neufs se poursuit mais le nombre de permis de construire repart à la hausse

Au 4^e trimestre 2023, dans la région, les mises en chantier sont moins nombreuses : elles diminuent de 7,5 % par rapport au 3^e trimestre 2023 et atteignent ainsi leur niveau le plus bas depuis le 1^{er} trimestre 2016 ► [figure 6](#). En France, la baisse est moins marquée (-1,6 %). Les logements collectifs ou en résidence représentent 47 % des 4 600 logements commencés au cours du 4^e trimestre en Bretagne. Leurs mises en chantier diminuent beaucoup moins que celles des logements individuels (-2,4 % contre -11,5 %).

Sur l'année 2023, 20 500 logements ont été mis en chantier en Bretagne, comparé aux 27 700 en 2022. Ce fléchissement de 26,1 % s'avère de même ampleur que celui observé en France (-24,3 %).

Cependant, au 4^e trimestre 2023, les projets de construction augmentent à nouveau. En Bretagne, les autorisations de construire croissent de 9,7 % par rapport au 3^e trimestre 2023, hausse essentiellement imputable aux logements collectifs ou en résidence (+15,8 %) qui représentent la moitié d'entre elles. En France, elles augmentent un peu moins fortement (+7,8 %).

► 6. Évolution du nombre de logements



Notes : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle estimée.

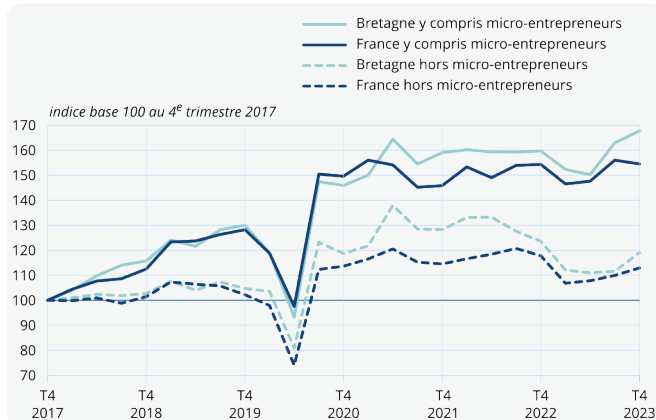
Source : SDES, Sitadel.

Avertissement sur les créations d'entreprises

Depuis le 1^{er} janvier 2023, les formalités de création d'entreprises doivent obligatoirement s'effectuer sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene. Les évolutions des créations d'entreprises enregistrées sur les premiers mois de l'année 2023 doivent donc être interprétées avec une grande prudence.

Des informations complémentaires concernant ce changement sont disponibles dans l'onglet Documentation de la version web de la [publication nationale](#).

► 7. Créations d'entreprises



Note : données CVS-CJO.

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, SIDE.

Contexte national : La reprise se fait attendre

Au 4^e trimestre 2023, le PIB français est resté quasi stable (+0,1 %). La consommation des ménages s'est stabilisée tandis que l'investissement, des ménages comme des entreprises, a reculé. Le commerce extérieur a soutenu l'activité mais ce soutien provient, pour une large part, d'un phénomène de déstockage. L'épisode inflationniste s'estompe : l'inflation est tombée à +3,0 % sur un an en février 2024. L'emploi salarié a nettement ralenti en 2023, augmentant de 0,6 % sur l'année. Début 2024, le climat des affaires se situe un peu en deçà de sa moyenne de longue période. Les premières données disponibles pour janvier 2024 (notamment production industrielle et consommation des ménages) sont mal orientées et la croissance serait nulle au 1^{er} trimestre. L'amélioration de la consommation ne se traduirait dans la croissance qu'au printemps (+0,3 % prévu au 2^e trimestre 2024).

Contexte international : la zone euro à la traîne de l'économie mondiale

En 2023, les économies mondiales ont évolué en ordre dispersé. La croissance américaine a ainsi atteint +2,5 % contre +0,5 % dans la zone euro, où l'activité est globalement étale depuis la fin 2022. L'Europe est restée exposée à des prix énergétiques élevés, bien qu'en repli, et pâtit des effets du resserrement monétaire. L'économie américaine y a été moins sensible, bénéficiant de puissants soutiens publics. En Chine, passé le rebond consécutif à la réouverture de l'économie, la croissance s'est stabilisée à un rythme sensiblement inférieur à celui de la décennie 2010, pénalisée notamment par la contraction du secteur immobilier. Ces divergences conjoncturelles se prolongeraient début 2024.

En 2023, 24 300 logements ont été autorisés à la construction en Bretagne, soit une baisse de 20,7 % par rapport à 2022, légèrement inférieure à celle observée au niveau national (-23,8 %).

Recul de la fréquentation dans les hôtels bretons

Au 4^e trimestre 2023, la fréquentation hôtelière en Bretagne s'élève à un peu plus de 1,5 million de nuitées. Elle est en baisse de 1,8 % par rapport à celle du 4^e trimestre 2022. Représentant 90 % de l'ensemble des nuitées, la clientèle résidant en France diminue de 3,3 % par rapport au même trimestre de 2022, alors que celle provenant de l'étranger augmente de 14,6 %. Détaillé par mois, par rapport à l'année précédente, le nombre de nuitées baisse en octobre et novembre (respectivement -1,1 % et -5,8 %) et progresse de 2,3 % en décembre.

En France, le nombre de nuitées dans les hôtels diminue de 3,3 % au 4^e trimestre en raison d'une baisse notable de la clientèle résidant en France (-4,8 %).

Les créations et les défaillances d'entreprises toujours en hausse

Au 4^e trimestre 2023, 10 200 entreprises ont été créées en Bretagne, réparties en 6 200 micro-entrepreneurs et 4 000 sociétés ou entreprises individuelles ► [figure 7](#). Ce nombre augmente de 2,9 % par rapport au trimestre précédent, dans un contexte de baisse nationale (-1,0 %). Les immatriculations d'entreprises classiques portent la hausse des créations dans la région ce trimestre (+6,7 %), tandis que celles des micro-entrepreneurs augmentent légèrement (+0,7 %). Plus de la moitié des créations proviennent du secteur des services (+2,6 %). Dans le commerce, les transports et l'hébergement-restauration, les créations sont en repli (-0,3 % après +20,0 % au trimestre précédent).

En un an, le nombre d'entreprises créées en Bretagne progresse de 4,9 %. Cette hausse sur douze mois s'explique par le dynamisme des immatriculations de micro-entrepreneurs (+11,2 %) qui compense la baisse des créations d'entreprises classiques dans la région (-3,7 %). En France, le nombre d'entreprises créées est quasi stable en un an (+0,1 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises observé au 4^e trimestre 2023 reste orienté à la hausse, malgré la procédure de traitement de sortie de crise prolongée jusqu'au 21 novembre 2025 pour les entreprises de moins de 20 salariés. Par rapport au 4^e trimestre 2022, il augmente davantage sur le territoire national que dans la région : +35,7 % contre +24,4 %.

En 2023, 2 100 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. En un an, la hausse des défaillances dans la région (34,0 %) est comparable à celle observée en France (+35,6 %). Trois secteurs sont particulièrement concernés en Bretagne. Le secteur du commerce et réparation automobile représente plus de 22 % du total des défaillances, celui de la construction près de 19 % et celui de l'hébergement-restauration près de 14 %.

Jean-Marc Lardoux, Agnès Palaric (Insee)

► Pour en savoir plus

- Insee, « [Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne](#) », Chiffres-clés.
- Insee, « [La reprise se fait attendre](#) », Note de conjoncture, mars 2024.
- Insee, « [Au quatrième trimestre 2023, l'emploi salarié est quasi stable dans la majorité des régions](#) », Informations rapides n° 2024-76, mars 2024.
- Insee, « [Au quatrième trimestre 2023, l'emploi salarié est stable](#) », Informations rapides n° 2024-47, mars 2024.
- Insee, « [Au quatrième trimestre 2023, le taux de chômage est stable à 7,5 %](#) », Informations rapides n° 2024-33, février 2024.

